

le pouvoir AUX travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 29 mai

2011

N° 374

PRIX : 0,60 Euro

CÔTE D'IVOIRE

POUR DEFENDRE LEURS INTERÊTS

LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT COMPTER

QUE SUR LEUR FORCE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Côte d'Ivoire:

- Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs ne doivent compter que sur leur force

- Les populations de certaines ethnies subissent les exactions des Forces républicaines (p. 3)

Page 5

Sénégal : Malgré les promesses, les délestages continuent

Page 7

Tchad : Mort d'un serviteur de l'impérialisme français

Page 8

Ethiopie : L'augmentation des prix provoque des mécontentements

Page 9

Mali : Les meilleures terres agricoles cédées aux grands capitalistes

Page 11

Madagascar : les préoccupations des dirigeants ne sont pas celles...

ABONNEMENT

France :

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste

Autres pays

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

CÔTE D'IVOIRE

**POUR DEFENDRE LEURS INTERETS
LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT COMPTER
QUE SUR LEUR PROPRE FORCE !**

Dans les zones industrielles, comme à Yopougon, de nombreux travailleurs ont repris le chemin des usines. Après tous ces jours sans travail et surtout sans revenu, les difficultés sont aujourd'hui là. Comment se rendre au travail lorsqu'on n'a pas de quoi régler le prix du transport qui, comme tous les autres prix, a flambé? Comment fournir un effort sans rien dans le ventre ! Les problèmes de cet ordre sont nombreux et ne pourraient être énumérés ici. Devant cette situation, beaucoup de travailleurs ont entrepris des démarches auprès des patrons pour leur signifier que les jours non travaillés ne leur sont pas imputables. Il est inadmissible que les patrons ne paient pas l'intégralité des salaires.

Face à ces revendications, la réaction du patronat a été différente selon les entreprises. Mais seulement quelques uns ont consenti à payer. Il y en a qui ont répondu de façon méprisante, qu'ils ne sont pas une « œuvre de bienfaisance ». D'autres ont proposé, en lieu et place des salaires, d'avancer des prêts, avec un remboursement étalé dans le temps. D'autres encore ont proposé de débloquer l'argent des congés.

Mais alors, lorsque les congés arriveront, avec quel moyen pourrons-nous vivre? Et ces prêts qu'on veut nous avancer, est-ce que c'est cadeau ? Qui a aujourd'hui les moyens de se mettre à dos encore un prêt de plus, alors que nos salaires ne représentent déjà plus grand-chose pour faire face à la cherté croissante du coût de la vie ? La plupart d'entre nous, sommes déjà submergés de dettes et par conséquent, dans l'incapacité de rembourser les créanciers.

De plus, les prêts qui seraient consentis ne concernent que les « embauchés ». Nos camarades « journaliers » sont totalement ignorés ! Pourtant, parmi eux, il y a de nombreux anciens qui triment dans la zone, souvent dans la même entreprise, depuis une dizaine d'années quand ce n'est pas plus.

Eh bien oui ! Les patrons, ces riches qui nous exploitent, ne sont ni des enfants de chœurs, ni des hommes de bienfaisance comme ils le disent eux-mêmes. Ce sont des exploitateurs ! Des capitalistes ! Seuls comptent pour eux les profits qu'ils amassent grâce à notre force de travail. Eh bien on peut dire que les intérêts du monde du travail sont à l'opposé de ceux de ces gens-là.

Face à cette situation catastrophique, certains parmi les travailleurs sont tentés d'espérer quelque chose venant du gouvernement. Ils seront vite déçus s'ils restent les bras croisés! Nous n'avons rien obtenu

de Gbagbo qui se disait "socialiste" et nous n'obtiendrons pas plus de Ouattara, cet homme qui a déjà montré dans le passé sa servilité envers les riches. D'ailleurs, si les rumeurs dans les journaux se confirment, Ouattara désignera Jean Louis Billon comme ministre de l'Industrie et du Commerce. Il fait partie d'une des familles les plus riches de ce pays et emploie plusieurs milliers de travailleurs. Lui-même étant, par-dessus, président de la Chambre du commerce et de l'industrie. Ce n'est donc tout de même pas un riche qui tire son argent en exploitant des pauvres, qui demandera à ses semblables de payer leur dû aux travailleurs! A moins, bien sûr, que les travailleurs se fassent craindre par des coups de colère et par leur mobilisation. Aujourd'hui ce n'est pas encore le cas mais c'est à souhaiter. L'Etat s'est déjà engagé à payer les arriérés des salaires des fonctionnaires. Et ce qui a surtout motivé cet engagement, c'est la peur du coup de colère des salariés de l'Etat.

D'ailleurs, il n'y a pas que le salaire impayé qui pose problème. Que représente donc le revenu d'une famille ouvrière aujourd'hui? Rien, au regard du coût de la vie! On a envie de dire que l'esclave d'hier était peut-être mieux nourri et logé que l'ouvrier d'aujourd'hui! Nous ne sommes pas des mendiants! Nous sommes des

travailleurs! Sans nous, aucune richesse ne sortirait des usines; aucun bâtiment ne pousserait du sol; aucun bateau ne pourrait être chargé ou déchargé du port!

Camarade, ce n'est pas seulement un problème syndical! C'est avant tout un problème politique! On peut dire que Pdc, Fpi, Rdr, Pit, Udp, et consorts, ne demandent rien d'autre qu'à servir les intérêts des riches! Ce faisant, ils s'enrichissent eux-mêmes, en tout cas, ceux d'entre-eux qui parviennent à accéder aux caisses juteuses de l'Etat et contrôler l'argent du racket. C'est là le seul objet de leur rivalité pour le pouvoir. Si on les laissait faire, ils iraient jusqu'à transformer le pays en abattoir géant et entraîner les populations pauvres dans des massacres fratricides!

C'est pourquoi les travailleurs ont besoin d'une organisation politique pour défendre leurs intérêts vitaux, dès aujourd'hui. Cette organisation politique serait comme un drapeau et un fer de lance pour les luttes futures des travailleurs des villes et des campagnes. Seul un parti véritablement communiste et révolutionnaire pourrait aller jusqu'au bout de la lutte contre l'exploitation capitaliste car il ne sera retenu par aucun lien avec le système capitaliste.

CÔTE D'IVOIRE

LES POPULATIONS DE CERTAINES ETHNIES

SUBISSENT LES EXACTIONS DES FRCI

Depuis la chute de Laurent Gbagbo, ses partisans font l'objet de harcèlement par les forces pro-Ouattara baptisées Frci (Forces républicaines de Côte d'Ivoire). Dans certains quartiers d'Abidjan de même que dans les villages du département d'Alépé et d'Anyama, les exactions continuent.

Les habitants d'Ahoué, un village lagunaire de la sous-préfecture d'Anyama, sont quotidiennement menacés par les Frci sous prétexte de recherche d'armes cachées. Ils pillent les maisons des villageois. D'autres sont battus à sang. Il leur est reproché d'avoir

soutenu Gbagbo. A N'zeugui village du département d'Alépé, proche d'Abidjan, les populations ont abandonné leur village pour se réfugier en brousse et dans des campements. Depuis plus d'un mois, des éléments des Frci ont élu domicile dans ce village. Ils pillent des maisons, frappent et enlèvent des jeunes qui refusent de coopérer avec eux. Des ressortissants de ce village qui avaient fui Abidjan pendant les affrontements pour s'y réfugier ont dû abandonner leurs effets pour regagner Abidjan.

Dans le quartier de la Riviera, deux jeunes dont l'un Guéré et l'autre Yacouba (ethnies de l'ouest de la Côte d'Ivoire), suspectés d'avoir été des partisans actifs de Gbagbo, ont été arrêtés par des éléments des Frci. Après avoir été passé à tabac, l'un a été exécuté. L'autre a eu la vie sauve grâce à l'intervention des habitants du quartier.

A Yopougon, c'est la chasse à l'homme. Tout jeune appartenant à un groupe ethnique lagunaire ou wê (ouest de la Côte d'Ivoire) fait l'objet de suspicion et est soumis à un interrogatoire. Les miliciens de Gbagbo qui ont déposés les armes à Yopougon, et à qui

les autorités des Frci ont donné des cartes leur servant de laissez-passer, sont sujets à des tracasseries quand ils présentent leur papier. Dans le même quartier, des portes sont marquées par la lettre "P" pour désigner les domiciles des partisans du président déchu. Autant dire que c'est mauvais signe pour son locataire !

Cette situation de chasse aux sorcières pourrait la vie des populations. Les nouvelles autorités ne font rien pour que ça change, à part faire des grands discours creux sur la « réconciliation ».

CÔTE D'IVOIRE

FRCI : FORCE DE RACKET !

Avec l'arrivée de Ouattara au pouvoir, le racket s'est amplifié. Les troupes de Soro, les Frci, rackettent les populations pauvres sur les routes et dans les quartiers. Cela se fait sous la menace des armes.



26 mars 2011 : un élément des forces rebelles à Abidjan

Voici le témoignage d'un chauffeur de wôrô wôrô à Abobo Derrière-rail : « ils (Frci) font le barrage matin et soir. Quand ils nous arrêtent ils ne contrôlent pas de pièces mais demandent de l'argent ; souvent je donne 300 f ou 500f ; Ceux-là, si c'est pour venir faire

comme les policiers de Gbagbo, nous on n'est pas d'accord! ».

Un autre chauffeur de car de voyage Abidjan-Agboville est arrêté à un barrage. Son apprenti voulait aller présenter les papiers mais le chauffeur énervé lui dit : « ce n'est pas la peine de montrer les pièces, donne leur 200 f, on va partir ! ». Ces Frci prennent aussi de l'argent avec les passagers. Ils sont organisés en petites bandes éparpillées à travers la ville et contrôlent chacune une zone avec à la tête un chef. Ainsi chaque bande rackette de la façon la plus brutale les petits vendeurs et commerçants qui s'y trouvent. Et le ministre de la Fonction publique ne trouve rien à proposer que "d'instaurer une journée de lutte contre le racket"!

Tant que ce sont les populations pauvres qui sont rackettées et rudoyées, cela ne gêne en rien les nouveaux dirigeants qui sont plutôt préoccupés par le partage des postes juteux.

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON :

SITUATION SECURITAIRE PRECAIRE

POUR LES TRAVAILLEURS

Le travail reprend progressivement à la Zone industrielle mais le problème de l'insécurité n'est toujours pas résolu. Malgré la

fin officielle de la guerre et les beaux discours sur la paix et la réconciliation, il y règne une atmosphère de peur avec la présence

d'hommes en armes à tous les coins de rue. Ceux-ci continuent de commettre des exactions, notamment à caractère ethnique.

Voici le témoignage d'un travailleur de la Zone :

« La semaine dernière, trois de nos collègues ont subi des brimades des éléments des Frci. Le premier venait au travail lorsqu'il a été interpellé au carrefour Ivograin. Ils lui ont demandé de présenter sa pièce d'identité, ce qu'il a fait. Mais l'un des éléments des FRCI estimant qu'il a présenté sa pièce de loin a, carrément tiré deux coups de feu entre ses jambes. Notre collègue est sain et sauf mais traumatisé par cette scène qu'il vient de vivre.

Le deuxième, toujours au même endroit, a lui aussi été interpellé pour les mêmes raisons. Lorsqu'il a présenté sa pièce, l'élément en face de lui, la lui a arraché et l'a mise dans la bouche et l'a mâché. Ensuite il l'a accusé d'être un milicien et lui a écrasé l'orteil avec la crosse de son fusil.

Le troisième a présenté sa pièce. Il s'avère qu'il est Guéré (ethnie de l'ouest de la Côte d'Ivoire où il y a eu de nombreux massacres). L'élément des FRCI l'a automatiquement traité de milicien. Il lui a ordonné de se coucher et a même enlevé le cran de sécurité de son fusil malgré le fait que le travailleur lui a répété qu'il était travailleur

depuis sept ans à la zone et qu'il n'avait rien à voir avec toute cette histoire. Un autre élément des FRCI est venu intervenir en sa faveur et c'est à ce dernier qu'il doit son salut.

Ces trois exemples ne sont pourtant pas des cas isolés. Il y a quelques jours, deux personnes ont été tuées non loin du marché de Micao, devant l'entreprise SIP. Nous étions assis à la maison et nous avons entendu deux coups de feu. Le matin, ce sont deux corps que nous avons trouvés là bas.

Ces jours ci, dans le quartier, un monsieur âgé a été violemment tabassé. Il s'avère qu'il est lui aussi Guéré et on accuse ses fils d'être des miliciens. Les FRCI sont allés le chercher à son travail. Ils l'ont tabassé et l'ont trimballé jusque chez lui pour fouiller. Ils n'ont rien trouvé.

Trois semaines avant, un ouvrier de Ghandour accusé d'être milicien a été tué. Sur indication, les FRCI sont allés le chercher jusqu'à son lieu de travail. Ses collègues sont intervenus en sa faveur. Le patron aurait proposé de l'argent aux gens du FRCI mais ils n'ont rien voulu entendre. Le cadavre de l'ouvrier a été retrouvé près du lac.

Un jour de la même semaine, je partais au travail lorsque je suis tombé sur des éléments des FRCI qui étaient en train de brûler des corps. C'était horrible ».

SENEGAL

MALGRE LES PROMESSES

LES DELESTAGES CONTINUENT

Le 10 mars dernier, les autorités sénégalaises ont signé un "contrat de location et d'exploitation" avec une entreprise américaine, APR-Energy, pour soi-disant résoudre d'urgence la question de la production de l'électricité que la Sénélec ne parvient pas à solutionner alors que cela dure depuis de nombreuses années.

Selon ce contrat, deux mois après sa signature, la nouvelle société s'engage à fournir 50 mégawatts depuis le site de Cap biches, puis 100 mégawatts supplémentaires depuis le site de Kounoune à partir de la fin Août de cette année.

Or que constate-t-on au bout de plus de deux mois et demi après la signature du contrat? Les délestages ne font que se multiplier. Les coupures sont plus longues et plus fréquentes. Ceux qui souffrent le plus sont les habitants des quartiers populaires car ce sont les premiers à être coupés lorsque la Sénélec ne parvient pas à fournir tout le monde. Dans les quartiers des riches, même quand il y a des coupures, elles ne durent pas longtemps et puis elles sont plus rares. De plus, la plupart des maisons des riches sont munies de générateurs électriques pour pallier les défaillances de la Sénélec.

Alors que dans les quartiers populaires, les coupures durent parfois toute la journée ou toute une nuit. Il arrive même que cela dure plus



Une manifestation du front de l'opposition à Dakar le 14 août 2010, contre le délestage entre autres

de 24 heures. Ajouté à cela les coupures d'eau. Les habitants ont protesté plusieurs fois dans les rues comme à travers des associations de quartiers qui vont porter leurs doléances devant les autorités. Mais jamais ils n'ont obtenu satisfaction. Lorsque des émeutes éclatent et que des jeunes font des barricades en brûlant des pneus sur la voie publique, c'est tout de suite la police que le gouvernement envoie à leurs trousses au lieu de répondre positivement à l'aspiration des gens.

Parfois, après une grosse colère des habitants d'un quartier, le courant revient comme par enchantement mais trois ou quatre jours après c'est la même histoire qui recommence. Les conséquences de ces coupures à répétitions sont nombreuses. Elles provoquent des pannes sur les appareils de télévision et sur les réfrigérateurs chez ceux qui en possèdent. De nombreux commerçants se plaignent que les

produits frais qu'ils conservent dans leurs réfrigérateurs sont gâtés, du coup ils n'en vendent plus ou bien ils rattrapent leurs pertes en augmentant leurs tarifs. C'est la même chose pour les poissonniers. Ils ont besoin de barres de glace pour conserver le poisson pour qu'il reste frais pendant le transport jusqu'à la vente au marché. Avec les coupures d'électricité, le prix des barres de glace a augmenté et le poisson frais qui était déjà assez cher est devenu un produit de moins en moins à la portée des petites gens. Et pourtant le Sénégal possède une des côtes le plus poissonneuses du continent.

Une des conséquences désastreuses de ces coupures d'électricité que les habitants des quartiers populaires constatent de plus en plus est l'augmentation du nombre d'agression nocturnes. Du fait que les rues sont de moins en moins éclairées il devient de plus en plus dangereux de circuler lorsqu'il commence à faire sombre. De nombreux cas de vols avec violences sont signalés dans les quartiers populaires et les gens ont peur de sortir même pour acheter du pain le soir. Quant à celles ou ceux qui rentrent du travail après la tombée de la nuit, il est recommandé de se faire accompagner.

Voilà les conséquences de l'incapacité du gouvernement à régler le problème du bon fonctionnement de la Sénélec. Il ne fait que des promesses sans lendemain. Mais à force de mentir il finira peut-être par dire le mensonge de trop.

SENEGAL

ABDOULAYE WADE

OU LA VOIX DE SON MAITRE

En fidèle serviteur de l'impérialisme français sur le sol africain, le président sénégalais a annoncé que le seul pouvoir qu'il reconnaît désormais en Libye est celui du CNT (Conseil national de transition). On ne sait pas si Sarkozy a eu besoin de claquer des doigts pour que Wade s'exécute et approuve officiellement sa politique guerrière par rapport à Kadhafi mais ce n'est pas la première fois que Wade fait la danse du ventre auprès des

dirigeants de l'impérialisme français pour obtenir quelques faveurs en retour.

En avril dernier, alors que les troupes françaises de la Licorne basées à Abidjan avaient bombardé la résidence présidentielle pour capturer Laurent Gbagbo et installer Ouattara au pouvoir, Wade s'était "félicité" de cette intervention en ajoutant que c'était une "décision africaine".

En agissant ainsi Wade ne fait qu'imiter ses deux prédécesseurs depuis l'indépendance du Sénégal. A chaque fois que les dirigeants de l'ancienne puissance coloniale ont approuvé ou désapprouvé un régime quelque part dans le monde, les dirigeants sénégalais ont toujours été parmi les premiers à faire du suivisme.

Lorsque l'impérialisme français entretenait des bonnes relations avec Kadhafi jusqu'à l'inviter à planter sa tente devant le palais de l'Elysée, Wade ne se gênait pas pour faire, lui aussi, ami-ami avec Kadhafi. Il lui faisait même de la lèche pour obtenir des fonds

destinés à financer des constructions, à Dakar notamment.

Mais depuis que Kadhafi est devenu persona non grata aux yeux des dirigeants français et américains, Wade ne le trouve plus fréquentable. Il est vrai que les miettes qu'il peut attendre de ses maîtres de Paris sont plus alléchantes que celles qu'il aurait pu grappiller auprès de Kadhafi. De plus, il compte peut-être sur le futur remplaçant de Kadhafi pour se mettre dès aujourd'hui en bonne position. C'est ce qui s'appelle vouloir gagner sur les deux tableaux.

TCHAD

MORT D'UN SERVITEUR

DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Vice-président sous le gouvernement de transition de Goukouni Oueddaye, ministre de la Défense de Déby Itno, avant de devenir «opposant » et de créer son parti d'opposition, Wadal Kamougué est décédé il y a deux semaines, dans le Sud où il était allé soutenir un candidat à la députation.

Kamougué était devenu célèbre à partir de 1979 lors de la guerre civile du pays. Les rebelles dirigés par un certain sinistre Hissen Habré avaient pris la capitale Ndjaména et se lançaient à la conquête des autres villes du sud du pays.

A la tête d'une partie des gendarmes de l'armée nationale qui lui sont restés fidèles, il avait réussi à mettre en déroute une unité de rebelles qui tentaient de s'emparer de la ville de Pala (les affrontements avaient eu lieu à Eré, une petite ville).

Après avoir fui la capitale, prise par les rebelles, Kamougué et ses gendarmes s'étaient installés à Moundou où il avait érigé son QG. A l'époque, c'est Giscard d'Estaing le Président de

la France. Sous la houlette de certains dirigeants de la droite française, il était question que Kamougué crée une « république du sud » dont il deviendrait le Président mais le projet était mort-né.

Kamougué était fort puissant, la plupart des populations du sud lui était très reconnaissantes. Pour celles-ci, c'était leur «sauveur » ou leur « Dieu » ; c'était le « lion Sara » qui battit les rebelles de Habré.

Mais le « sauveur », pendant son repli à Moundou, ne s'était pas préoccupé de leurs conditions de vies rendues plus difficiles par la crise mondiale; il n'avait pas fait grand-chose pour les milliers de personnes qui avaient fui la capitale. Il continuait à mener le même train de vie qu'à Ndjaména : voitures rutilantes 4X4, soirées mondaines dans les paris-vente (débits de boisson) ...

Il « mangeait la vie » comme on dit alors que tout autour de sa Présidence-QG, et non loin de là, des populations démunies vivaient dans la misère.

ETHIOPIE

L'AUGMENTATION DES PRIX PROVOQUE DES MECONTENTEMENTS

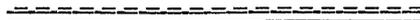
Depuis un certain temps les prix des produits alimentaires de premières nécessités ont augmenté dans le pays et plus particulièrement dans la capitale, Addis-Abeba. Le salaire minimum ne veut plus dire grande chose. Un ouvrier qui a un salaire de l'ordre de 25 à 30 euros mensuel a juste de quoi se nourrir tout seul et ne peut donc pas entretenir sa famille. Ce qui touche le plus la population c'est l'augmentation du prix du mil. Son prix a augmenté de 50% en deux ans. Les paysans se plaignent parce que le prix des engrais a triplé. Celui du litre d'essence a augmenté de 40%, ce qui se répercute sur les prix de tous les autres produits de base et surtout le transport. En plus de cela et tout dernièrement il y a pénurie de sucre et d'huile. Dans cette situation ce sont les pauvres qui trinquent le plus.

Il est certain que cette situation a été aggravée par la politique de Meles Zénaoui qui depuis quelques années brade les terres cultivables à des sociétés capitalistes nationales et surtout internationales. Déjà le capitaliste éthiopien Al Amoudi a contracté un bail de location de terres riches représentant des centaines de milliers d'hectares pour la production agricole industrielle. D'autres capitalistes, saoudiens et récemment indiens ont eux aussi contracté des baux pour la location de terres cultivables représentant des centaines de milliers d'hectares. Au total selon la Banque Mondiale, l'Ethiopie a cédé 1.2 million d'hectares. Et les autorités éthiopiennes ont le culot de se vanter « d'être le moins chers et le plus compétitifs ». Il faut dire que le gouvernement a obligé les paysans à céder leurs

terres en échange d'indemnités et d'offre d'emplois éventuels comme salariés. Ainsi selon les autorités ils pourront améliorer leur vie avec un revenu mensuel. Il faut imaginer que ces paysans étaient obligés d'accepter le marché. Certes lorsque certains paysans ont refusé d'abandonner leurs terres, collectivement d'une manière ferme, les autorités ont cédé, peut-être pas pour longtemps. Tout cela se passe dans des régions dont les terres sont fertiles, et les paysans qui y travaillent s'en sortent difficilement avec l'utilisation des outils de production moyenâgeuse (la charrue et les bœufs). Ces paysans cultivaient des céréales et des légumes pour la consommation locale.

Les sociétés qui ont pris possession de ces terres les exploitent pour la production industrielle destinée au marché du Moyen Orient et de l'Europe. Ce qui est cultivé, ce sont des céréales et des produits de luxe et pas utiles pour l'Afrique (comme des fleurs). Il n'est pas nécessaire d'être économiste pour constater la supercherie. Depuis, les prix des denrées de base n'arrêtent pas d'augmenter. Les jeunes n'ont pas de travail. Le chômage est endémique. La population est en colère. Bien des gens du pays pensent que les sociétés cultivent des fleurs pour l'Europe, des céréales pour le Moyen Orient par contre les prix augmentent dans le marché local.

Les capitalistes affament les populations pauvres du tiers monde en faisant main basse sur les terres des petits paysans. La colère gronde, et si elle explose et se généralise, ces affameurs l'auront bien méritée.



MALI

LES MEILLEURES TERRES AGRICOLES DE L'OFFICE DU NIGER SONT DE PLUS EN PLUS CEDEES AUX GRANDS CAPITALISTES



Culture de riz dans les terres de l'Office du Niger

Même si la plus grande partie du territoire malien est impropre à l'agriculture à cause du climat aride, ce pays possède néanmoins une superficie non négligeable de terre agricole sur les rives du fleuve Niger, notamment dans la région de son "delta intérieur". Dès 1932, sous la colonisation française fut créée l'Office du Niger qui fut en son temps le plus grand projet d'aménagement hydro-agricole de toute l'Afrique de l'ouest. L'industrie textile de la métropole avait alors besoin de matière première. Par conséquent une grande partie des terres aménagées et irriguées furent réservées à la culture du coton et une autre à celle du riz.

Au moment de l'indépendance du Mali, seulement 43 000 hectares furent aménagées sur le million qui était dans le projet initial. Depuis l'indépendance, l'Etat malien a pris possession de l'Office du Niger et a aménagé un peu plus de 55 000 hectares de plus. Selon les responsables de l'Office 35 000 agriculteurs sont installés sur l'ensemble des 98 000 hectares irrigués. Mais ce chiffre globale cache une réalité sociale quant à la répartition de la terre entre ses 35 000 paysans. Il y a des gros capitalistes maliens de l'agro-business comme Aliou Tomota propriétaire de la société Huicoma (Huilerie cotonnière du Mali, rachetée à l'Etat en 2005), ou encore comme Modibo Keita, propriétaire de la société GDCM (Grand distributeur céréalier du Mali). Ces gens-là

possèdent chacun plusieurs milliers d'hectares de très bonnes terres et, à côté d'eux, il y a des milliers de petits paysans à qui l'Etat malien n'a cédé que des petits lopins qui ne leur permettent même pas de produire de quoi nourrir leurs familles.

Des associations défendant les petits paysans font état de plus de 1000 familles paysannes qui n'ont eu accès qu'à un demi hectare chacune. Un petit paysan qui fait partie de ces défavorisés a déclaré : "Nous avons fait une demande pour avoir une plus grande exploitation, mais nous n'avons pour l'heure reçu aucune réponse".

L'Etat ne se préoccupe du sort des petits paysans que dans les discours officiels. Le président malien a récemment dit qu'il a un "grand projet pour le Mali" et qu'il veut "...apporter une réponse structurelle à la crise céréalière généralisée en mettant nos populations à l'abris des incertitudes du marché international...vaincre la faim et assurer durablement la sécurité alimentaire au niveau des ménage à l'échelle nationale à l'horizon 2015...". Mais ce qu'il fait en réalité ce n'est pas de mettre les petits paysans à l'abris de la faim et des spéculateurs nationaux et internationaux. Bien au contraire il est en train de vendre ou de louer les meilleures terres à des gros requins de l'agro-business nationaux et internationaux.

C'est dès 1994, sous la présidence d'Alpha Konaré, que l'Office du Niger avait commencé à être privatisé. Parmi les grands bénéficiaires de ce bradage il y a la société Malibya (Mali et Libye) qui a obtenu 100 000 hectares; un complexe sucrier chinois s'est vu octroyer 14 000 ha. Le groupe Tomota qui avait déjà obtenu à titre de "test" une superficie de 2000 hectares pour planter du tournesol, arachide et coton, auraient reçu la promesse de l'étendre sur 140 000 ha. Qui sont les autres

gros capitalistes ayant obtenus des contrats de vente ou de bail à plus ou moins long terme auprès de l'Etat malien? Les cessions se font dans une totale opacité et il est certains que cela s'accompagne de bakchich conséquent.

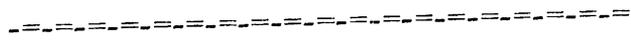
Des associations de paysans, des militants d'organisations humanitaires ainsi que certains militants de partis politiques non inféodés au pouvoir dénoncent le "manque de transparence" et le "bradage" des terres agricoles aux détriments des petits paysans. Interrogé sur la gestion de l'Office du Niger, son directeur affirme cependant : "Nous n'avons ni donné ni même vendu des terres à qui que ce soit. L'Office du Niger ne vend pas les terres. Nous signons des contrats qui peuvent être dénoncés à tout moment si les clauses ne sont pas respectées...". Quelles sont ces fameuses "clauses"? Pourquoi la liste des acquéreurs est tenue secrète ? Pourquoi les petits paysans qui font la demande auprès de l'Office pour obtenir quelques hectares ne l'obtiennent jamais alors que les portes sont grandement ouvertes aux gros capitalistes ?

Certains paysans tentent de s'organiser et faire entendre leur voix. C'est ainsi que par exemple l'Association des organisations professionnelles paysannes du Mali (AOPP) essaie de se mobiliser. L'un des animateurs de cette association a déclaré : "On veut être sûr que la terre va continuer d'appartenir aux paysans. On ne veut pas devenir manœuvres pour des riches qui vont nous exploiter. C'est à l'Etat malien de nous protéger...". Mais ce qui se passe dans la réalité c'est que le projet du gouvernement malien va plutôt dans l'autre sens, c'est-à-dire vers celui de favoriser les plus gros aux détriments des plus petits.

Le Mali est loin d'être le seul pays du continent africains dont les terres agricoles sont convoitées par de gros capitalistes internationaux qui s'allient parfois avec des capitalistes locaux pour contourner les obstacles administratifs, quand il y en a. De Madagascar à l'Ethiopie, du Mozambique au Kenya, du Bénin au Nigéria, du Cameroun au Sénégal, partout les gouvernements locaux cèdent de plus en plus de terres à des multinationales qui en ont besoin soit pour faire du biocarburant, soit pour y cultiver du céréale destiné à la spéculation sur le marché mondial. On assiste à une véritable "ruée ver l'or vert" sur le continent africain. Les premières victimes directes sont les petits paysans qui sont chassées de leurs terres et qui sont transformés en ouvriers agricoles très mal payés et réduits à une misère encore plus grande.

De plus, ces cultures industrielles d'exportation se font aux détriments des cultures vivrières. Cela se traduit par une raréfaction et un renchérissement des prix des denrées vivrières. Au totale c'est toute la population laborieuse des villes comme des campagnes qui subit les conséquences désastreuses de l'implantation des trusts sur les terres agricoles.

Cela montre une fois de plus qu'en Afrique comme ailleurs le capitalisme est nuisible à l'ensemble de la société et que l'avenir n'est pas dans la recherche d'un échappatoire vain aux tentacules de ce système inhumain, mais plutôt dans son renversement à l'échelle du monde par les exploités.



FRANCE

MANIFESTATION CONTRE LES NOUVELLES LOIS HOSTILES A L'IMMIGRATION

Le 28 mai a eu lieu à Paris une manifestation de protestation contre les nouvelles lois concernant les immigrés. Elle a été organisée par diverses associations de soutien aux luttes des sans-papiers, des syndicats et organisations de gauche et d'extrême gauche. Le cortège a démarré au métro Barbès et a fini à la République en passant par Stalingrad et Belleville. Il y a eu huit mille manifestants selon les organisateurs, deux mille selon la police.

La majorité des députés de l'Assemblée nationale et le Sénat ont voté des lois encore plus restrictives à l'égard des sans-papiers. Les procédures d'expulsion sont facilitées par la nouvelle loi. Ainsi la durée de détention dans les centres de rétention est passée de 30 à 45 jours. Cela laisse le temps aux policiers pour préparer l'expulsion légale. Tout en préparant ces lois, Claude Guéant a fait déjà expulser plus de 28.000 sans-papiers en 2011, et de ce fait il félicite ses policiers par ce que l'objectif pour cette année va être dépassé. Quel cynisme de la part de cet homme.

D'autre part ce ministre veut restreindre la délivrance de cartes de séjour pour les malades étrangers. Le droit de séjour n'est accordé que si la maladie de la personne ne peut pas être traitée dans son pays. Bien souvent même si le traitement existe ce n'est peut-être pas accessible pour des raisons financières. Des organismes d'aides médicales français protestent en déclarant que c'est condamner à mort des dizaines de milliers de malades étrangers soignés en France.

Le gouvernement mène une politique raciste et inhumaine. Il y a le cas des centaines de milliers de sans-papiers qui ne sont toujours pas régularisés. De plus le ministre de l'Intérieur a parlé de la restriction sur le regroupement familial. Bien sûr il y a en plus le cas des milliers de Tunisiens qui débarquent et dont le sort n'est pas réglé.

En tout cas l'équipe de Sarkozy a trouvé-là un sujet de propagande pour mener la campagne électorale sur l'immigration afin d'attirer l'électorat de l'extrême droite.

MADAGASCAR

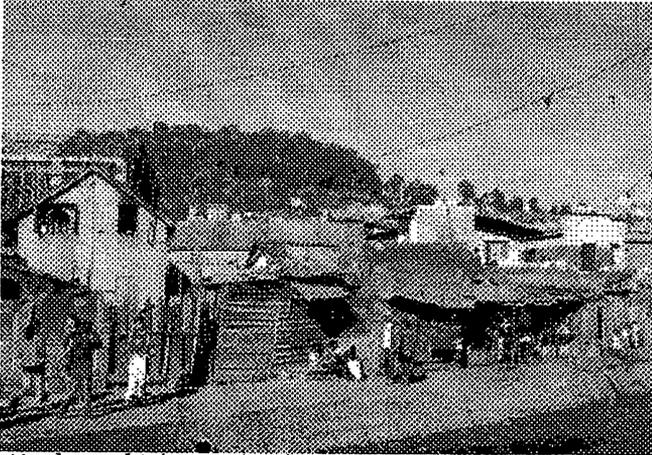
LES PREOCCUPATIONS DES DIRIGEANTS NE SONT PAS CELLES DE LA MAJORITE DE LA POPULATION

Les principaux dirigeants du pays ainsi que les représentants des formations politiques, mènent actuellement d'après marchandages sous l'arbitrage de la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique Australe) à Gaborone au Botswana. Ces négociations sont sensées marquer la fin de la crise politique et permettre l'ouverture de la compétition électorale annoncée depuis longtemps mais repoussée à plusieurs reprises. Les anciens présidents actuellement en exil ne sont pas personnellement présents dans ces négociations mais ceux qui restent parmi leurs amis politiques (beaucoup ont rejoint la mangeoire

gouvernementale), tenteront sans doute d'infléchir dans leur sens.

Signé ou pas l'accord actuellement en cours, n'est pas le premier et rien ne dit que les protagonistes eux-mêmes ou leurs acolytes restés au pays, s'estimant lésés ne feront pas état de « divergence d'interprétation » dans quelques jours ou dans quelques semaines. La principale préoccupation des uns comme des autres est d'avoir un poste de sinécure qui leur permette de s'en mettre plein les poches. D'ailleurs la notion de « programme politique » fait de moins en moins partie du langage de ces gens et en tout cas ce n'est pas ça qui les divise. Au fond ils ont

le même programme, celui qui consiste à défendre les intérêts des classes privilégiées en s'enrichissant eux-mêmes au passage.



Un des multiples taudis où vivent les classes populaires autour de la capitale

Pendant ce temps dans le pays, la situation des travailleurs et de la majorité de la population ne cesse de se dégrader. Chaque jour de nombreuses personnes restent en attente aux alentours des entreprises situées dans les « zones franches ». Les patrons ne prennent des journaliers qu'au compte gouttes en ne leur accordant qu'un salaire encore plus misérable qu'auparavant. Ils prennent prétexte pour imposer des conditions de travail en recul, que le pays a été écarté en 2009 de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), à la chute de l'ancien régime et que depuis cette date eux-mêmes sont soi-disant pénalisés. Il est vrai que l'adhésion à l'AGOA permettait aux produits malgaches d'entrer plus facilement en franchise sur le marché américain. Cette date a marqué la chute des exportations en textile et habillement de Madagascar vers les Etats-Unis, provoquant la mise à la porte de dizaines de milliers de travailleurs. La brutale flambée de colère qui s'en était suivie s'était traduite, faute de perspective de lutte collective des travailleurs, par la flambée de quelques ateliers sordides situés dans ces zones et au bout du compte par la démoralisation des travailleurs.

En fait les ateliers qui ont flambé ne représentaient pas une grande perte pour leurs possesseurs car ils étaient construits avec des matériaux de mauvaise qualité quand ce n'était pas de la simple tôle ondulée de récupération et des feuilles de contre plaqués. Par contre la perte de leur travail et la mise en chômage sans aucune forme de rémunération pour les ouvriers est un

drame qui continue de faire des dégâts considérables dans les chaumières jusqu'à nos jours. D'ailleurs le mot chaumière ne traduit plus tout à fait la réalité d'aujourd'hui car la dégringolade des conditions de vie des travailleurs est telle que beaucoup les ont perdues. Les rues de la capitale et leurs abords se trouvent investis chaque soir par des familles entières de sans abris exerçant des petits boulots après avoir perdu leur emploi en zone franche ou ailleurs dans d'autres secteurs un peu mieux rémunérés.

Il paraît que les caisses de l'Etat ont neuf milliards d'ariary (1 euro = 2500 ariary) de recette fiscale en surplus c'est-à-dire non utilisée au premier trimestre 2011. Cette somme est qualifiée de « pactole » par un grand journal mais à quoi va t-elle être utilisée ? Certainement pas à reloger des personnes démunies, car cela ne rentre pas en ligne de compte dans les considérations des dirigeants.

Leurs préoccupations aussitôt que les délégations seront de retour au pays consisteront, ils l'ont annoncé, à faire des tournées de sensibilisation partout à travers le pays. Si tout se passe comme ils le souhaitent, ils vont pouvoir expliquer à la population la signification de l'accord enfin trouvé et annoncer en même temps que la crise qui a divisé la classe politique est finie et que par conséquent l'économie pourra redémarrer. Dans la même foulée ils se lanceront dans la campagne électorale car ils sont impatients de pouvoir transformer le président non élu en président élu et dans la continuité, transformer les députés non élus en députés élus. Le tout précédé ou suivi par des élections municipales permettant de remplacer les maires trop liés aux présidents déchus par des maires inféodés au nouveau régime. La reconnaissance internationale auprès des grandes puissances pourrait ainsi être acquise puisque le régime bénéficierait du label « démocratie parlementaire » qui lui manque pour débloquent des crédits auprès des instances bancaires internationales.

Pendant ce temps Mialy Rajoelina, l'épouse du président est déjà en pré campagne électorale pour le compte de son mari. Elle s'est envolée vers Toliara la plus grande ville du sud à l'occasion de la fête des mères, pour se rendre au chevet des femmes qui viennent d'accoucher et

leur apporter un peu de riz, du lait et beaucoup de consolation d'être pauvres. Après tout si par la même occasion cette opération charité à bon compte permettait à son mari d'engranger quelques voix de plus le jour venu, ce serait tout bénéfice pense-elle sans doute.

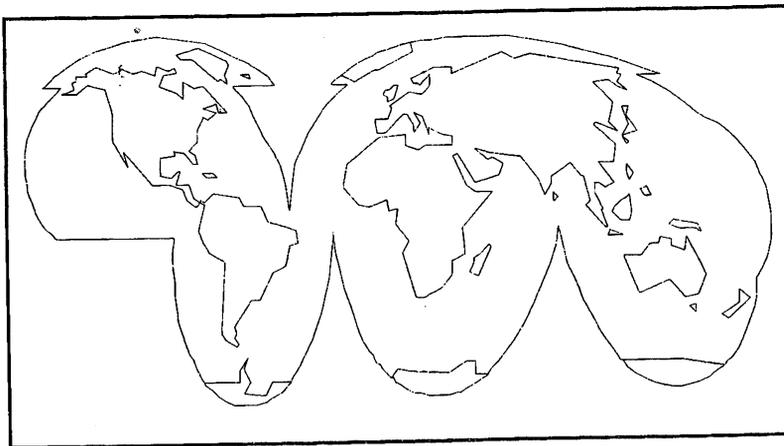
La province de Toliara justement est la plus pauvre et fortement frappée par les famines consécutives à plusieurs années de sécheresse. Beaucoup de gens meurent. Heureusement qu'il existe encore des traditions de solidarité au sein de la population. Ces traditions consistent à apporter un peu d'aide aux familles endeuillées sous forme de somme d'argent, de volailles ou de moutons, afin de soulager le fardeau que représentent les visiteurs qui sont parfois nombreux lors des funérailles.

Eh bien aujourd'hui les phénomènes de délinquance, qui existaient mais qui épargnaient de telles circonstances, frappent même les familles endeuillées. Pendant que les gens partent enterrer leurs morts, il arrive de plus en plus souvent qu'en leur absence les animaux offerts ainsi que les étoffes ou les marmites, soient volés. De véritables gangs armés parfois de pistolets mitrailleurs, sévissent avec quelques fois la complicité de certains agents sensés les attraper.

A ce phénomène il faut aussi ajouter celui de la consommation d'alcool. Beaucoup de jeunes s'adonnent à cette pratique ainsi qu'à celle de fumer le « rongony » ou le « jamala », des plantes hallucinogènes. Ces pratiques ne sont pas encore au stade de fléau mais la misère, la détresse, l'impasse et le désœuvrement conduisent tout droit les jeunes de cette région et probablement de bien d'autres, vers les paradis artificiels qui sont en fait plutôt une forme d'auto destruction.

Heureusement qu'il n'y a pas que ça : beaucoup de jeunes mais aussi des ouvriers, toutes sortes de petites gens tels que les tireurs de pousse-pousse, des artisans de divers métiers, des livreurs, des prestataires de services et tous ceux qui font que la société fonctionne, ne se laissent pas toujours faire, la solidarité existe entre eux. Lorsqu'ils s'estiment être victimes d'abus de la part de ceux qui ont de l'argent, souvent ils ne restent pas isolés. Maintenant que les dirigeants vont vouloir dire que la guéguerre des chefs et la crise sont terminées, ça peut donner de bonnes idées à tous ceux qui attendent ce moment pour revendiquer. Et ça pourrait être un encouragement pour ceux qui veulent engager la lutte pour changer la société.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNIISONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.